

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE  
DE BORDEAUX

ANNEXE 1

**MANDAT D'ARRET EUROPEEN**

[A030] Le présent mandat a été émis par une autorité judiciaire compétente. Je demande que la personne mentionnée ci-dessous soit arrêtée et remise aux autorités judiciaires aux fins de l'exercice de poursuites pénales ou de l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté privative de liberté.

a) Renseignements relatifs à l'identité de la personne recherchée :

[A006] Nom : [REDACTED]

[A007] Prénom(s) : [REDACTED]

[A008] Nom de jeune fille, s'il y a lieu : /

[A011] Alias, s'il y a lieu :

[A012] Sexe : **masculin**

[A013] Nationalité : **italienne**

[A009] Date de naissance : [REDACTED]

[A010] Lieu de naissance : [REDACTED] (**Italie**)

[A061] Résidence et/ou adresse connue : [REDACTED]

M083] Si connu: la ou les langues que la personne recherchée comprend :

[A058] Traits distinctifs/description de la personne recherchée : **néant**

[A059 et A060] Photo et empreintes digitales de la personne recherchée, si elles sont disponibles et s'il est possible de les communiquer, ou les coordonnées de la personne à contacter afin d'obtenir ces informations ou un profil A.D.N. (si ces données peuvent être communiquées, mais n'ont pas été incluses)

b) Décision sur laquelle se fonde le mandat d'arrêt européen :

[A031 et A032] Mandat d'arrêt ou décision judiciaire ayant la même force : Mandat d'arrêt en date du 22 janvier 2013 de [REDACTED], Vice-Président chargé de l'Instruction substituant vu l'urgence [REDACTED] juge d'instruction au Tribunal de Grande Instance de BORDEAUX

[A033] Type : Mandat d'arrêt



[A035 et A036] Jugement exécutoire : /

[A037] Référence : N°Parquet: [REDACTED] N°Instruction: [REDACTED]

c) Indications sur la durée de la peine :

1 [A034] Durée maximale de la peine ou mesure de sûreté privatives de liberté qui peut être prononcée pour l'infraction/les infractions commise(s) : 10 ans d'emprisonnement

2 [A038] Durée de la peine ou mesure de sûreté privatives de liberté infligée: /

[A039] Peine restant à purger : /

d) ☐ DÉCISION RENDUE PAR DÉFAUT ET : SANS OBJET

[M083] ☐ LA PERSONNE CONCERNÉE A ÉTÉ CITÉE PERSONNELLEMENT OU INFORMÉE AUTREMENT DE LA DATE ET DU LIEU DE L'AUDIENCE QUI A CONDUIT À LA DÉCISION RENDUE PAR DÉFAUT

ou

[M083] ☐ LA PERSONNE CONCERNÉE N'A PAS ÉTÉ CITÉE PERSONNELLEMENT OU INFORMÉE AUTREMENT DE LA DATE ET DU LIEU DE L'AUDIENCE QUI A MENÉ À LA DÉCISION RENDUE PAR DÉFAUT, MAIS BÉNÉFICIE DES GARANTIES JURIDIQUES CI-DESSOUS UNE FOIS REMISE AUX AUTORITÉS JUDICIAIRES (DE TELLES GARANTIES PEUVENT ÊTRE FOURNIES À L'AVANCE) :

e) INFRACTION(S) :

[M083] LE PRÉSENT MANDAT SE RAPPORTE AU TOTAL À 5 INFRACTIONS

[A042, A 043, A044 et A045] Description des circonstances dans lesquelles la ou les infractions ont été commises, y compris le moment (la date et l'heure), le lieu ainsi que le degré de participation de la personne recherchée à l'infraction ou aux infractions



Le 30 août 2010, la Police de TOULOUSE était avisé par un hôtel de Toulouse qu'une réservation pour 3 nuits avait été effectuée au nom de [REDACTED], ressortissante tchèque selon la copie du passeport jointe. Soupçonnant des faits de prostitution, l'hôtel avait fait des recherches et avait trouvé une annonce émanant du site « escorte-annonce. com » communiquant les dates de tournée de "Rebecca 19" en FRANCE (soit du 30/08/2010 au 01/09/2010 à Toulouse et du 02 au 03/09/2010 à Strasbourg). L'alliance était très explicite, tarifs et prestations y étaient détaillées.

La photographie de "Rebecca" correspondait à celle de la copie du passeport de Mlle [REDACTED]. Les références bancaires garantissant la réservation étaient celles d'une MASTER CARD au nom de [REDACTED].

Une autre réservation avait été effectuée pour une autre jeune femme Tchèque dans le courant du mois d'août à l'aide du même numéro de carte bancaire au sein du même hôtel.

Une enquête était donc ouverte et, le 1er septembre 2010, [REDACTED] était entendue par les services de police.

Elle expliquait avoir été recrutée un mois auparavant par le biais d'une annonce internet d'un site tchèque. Elle avait rencontré une certaine "Petra" [REDACTED] dans un restaurant de Prague et cette dernière lui avait expliqué d'une part comment se comporter avec les clients et, d'autre part, comment était organisé le "travail".

Les réquisitions bancaires permettaient d'établir que la carte bancaire au nom de [REDACTED] (compte bancaire lié à cette carte domicilié en IRLANDE) avait été utilisée 11 fois entre le 26 juin et le 30 août 2010 et ce uniquement pour des réservations d'hôtel situés à Bordeaux, Toulouse, Dijon et Strasbourg. Les réquisitions auprès de ces hôtels démontraient qu'à ces dates des jeunes femmes tchèques y avaient séjourné.

Les villes de tournée étaient Toulouse, Bordeaux, Strasbourg, Dijon et plus rarement Nice. Une dizaine de filles étaient donc identifiées dont la plupart avec une identité quasi certaine. Il s'agissait de :

**[A040 ET A041] NATURE ET QUALIFICATION JURIDIQUE DE LA OU DES INFRACTIONS ET DISPOSITIONS LÉGALES APPLICABLES :**

- Proxénétisme aggravé notamment par la pluralité de victimes et par l'incitation faite hors du territoire de la République ou à l'arrivée sur le territoire de la République à se livrer à la prostitution ;

Faits prévus et réprimés par les articles 225-5, 225-6, 225-7, 225-20, 225-21 ;

- Association de malfaiteurs en vue de commettre le délit de proxénétisme aggravé ;

Faits prévus et réprimés par les articles 450-1 et 450-3 du Code Pénal ;

- Blanchiment aggravé : aide habituelle à la justification mensongère de l'origine des biens ou revenus de l'auteur d'un délit ;

Faits prévus et réprimés par les articles 324-1

al.1, 324-2 1°, 324-2 al.1, 324-3, 324-7, 324-8 du Code Pénal ;

- Proxénétisme Aggravé en Bande Organisée ;

Faits prévus et réprimés par les articles 225-5, 225-7, 225-8, 225-20, 225-21, 225-24, 225-25 et 132-71, du code Pénal ;

- Traite d'Etres Humains ;

Faits prévus et réprimés par les articles 225-4-1, 225-20, 225-25 du Code pénal ;

**[M083] I. COCHER LE CAS ÉCHÉANT , S'IL S'AGIT D'UNE OU DES INFRACTIONS SUIVANTES PUNIES EN FRANCE D'UNE PEINE D'UNE DURÉE ÉGALE OU SUPÉRIEURE À 3 ANS TELLES QU'ELLES SONT DÉFINIES PAR LE DROIT FRANÇAIS:**



☒ PARTICIPATION À UNE ORGANISATION CRIMINELLE

☐ TERRORISME

☒ TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

☐ EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS ET PORNOGRAPHIE INFANTILE

☐ TRAFIC ILLICITE DE STUPÉFIANTS ET DE SUBSTANCES PSYCHOTROPES

☐ TRAFIC ILLICITE D'ARMES, DE MUNITIONS ET D'EXPLOSIFS

☐ CORRUPTION

☐ FRAUDE, Y COMPRIS LA FRAUDE PORTANT ATTEINTE AUX INTÉRÊTS FINANCIERS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AU SENS DE LA CONVENTION DU 26 JUILLET 1995 RELATIVE À LA PROTECTION DES INTÉRÊTS FINANCIERS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

☒ BLANCHIMENT DU PRODUIT DU CRIME;

☐ FAUX MONNAYAGE, Y COMPRIS LA CONTREFAÇON DE L'EURO ;

☐ CYBERCRIMINALITÉ;

☐ CRIMES ET DÉLITS CONTRE L'ENVIRONNEMENT, Y COMPRIS LE TRAFIC ILLICITE D'ESPÈCES ANIMALES MENACÉES ET LE TRAFIC ILLICITE D'ESPÈCES ET D'ESSENCES VÉGÉTALES MENACÉES;

☐ AIDE À L'ENTRÉE ET AU SÉJOUR IRRÉGULIERS;

☐ HOMICIDE VOLONTAIRE, COUPS ET BLESSURES GRAVES;

☐ TRAFIC ILLICITE D'ORGANES ET DE TISSUS HUMAINS;

☐ ENLÈVEMENT, SÉQUESTRATION ET PRISE D'OTAGE;

☐ RACISME ET XÉNOPHOBIE ;

☐ VOLS COMMIS EN BANDE ORGANISÉE OU AVEC ARME ;

☐ TRAFIC ILLICITE DE BIENS CULTURELS, Y COMPRIS ANTIQUITÉS ET OEUVRES D'ART ;

☐ ESCROQUERIE ;

☐ EXTORSION DE FONDS ;

☐ CONTREFAÇON ET PIRATAGE DE PRODUITS ;

☐ FALSIFICATION DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET TRAFIC DE FAUX;

☐ FALSIFICATION DE MOYENS DE PAIEMENT;

☐ TRAFIC ILLICITE DE SUBSTANCES HORMONALES ET AUTRES FACTEURS DE CROISSANCE ;

☐ TRAFIC ILLICITE DE MATIÈRES NUCLÉAIRES ET RADIOACTIVES ;

☐ TRAFIC DE VÉHICULES VOLÉS;

☐ VIOL;

☐ INCENDIE VOLONTAIRE;

☐ CRIMES ET DÉLITS RELEVANT DE COMPÉTENCE DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE

☐ DÉTOURNEMENT D'AVION/NAVIRE ;

☐ SABOTAGE.

f) [M083] Autres circonstances pertinentes en l'espèce (informations facultatives)



il est possible d'inclure ici des remarques sur l'extra-territorialité, les actes interruptifs de prescription et les conséquences de l'infraction) /

[M083] Le présent mandat se rapporte également à la saisie et à la remise des objets qui peuvent servir de pièces à conviction. /

Le présent mandat se rapporte également à la saisie et à la remise des objets acquis par la personne recherchée du fait de l'infraction : /

description des objets (et lieu où ils se trouvent) (s'ils sont connus) : /

h) [M083] ☐ L'INFRACTION OU LES INFRACTIONS POUR LAQUELLE OU LESQUELLES CE MANDAT A ÉTÉ ÉMIS EST OU SONT PASSIBLES D'UNE PEINE OU MESURE DE SÛRETÉ PRIVATIVE DE LIBERTÉ À CARACTÈRE PERPÉTUEL OU A (ONT) EU POUR EFFET UNE TELLE PEINE OU MESURE : NON

LE SYSTÈME JURIDIQUE DE L'ÉTAT MEMBRE D'ÉMISSION PRÉVOIT UNE RÉVISION DE LA PEINE INFLIGÉE - SUR DEMANDE OU AU PLUS TARD APRÈS 20 ANS - EN VUE DE LA NON-EXÉCUTION DE CETTE PEINE OU MESURE.

ET/OU

LE SYSTÈME JURIDIQUE FRANÇAIS PRÉVOIT L'APPLICATION DE MESURES DE CLÉMENTE AUXQUELLES LA PERSONNE PEUT PRÉTENDRE EN VERTU DE LA LÉGISLATION EN VUE DE LA NON-EXÉCUTION DE CETTE PEINE.

i) [A030] AUTORITÉ JUDICIAIRE QUI A ÉMIS LE MANDAT :

Désignation officielle de l'autorité judiciaire: **PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE DE BORDEAUX**  
(JIRS : Juridiction inter-régionale spécialisée de lutte contre la criminalité organisée)

Nom de son représentant : [REDACTED]

Fonction (titre) : **PREMIER VICE-PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE**

Référence du dossier : N°Parquet: [REDACTED] N°Instruction: [REDACTED]

Adresse : [REDACTED] - 33077 BORDEAUX Cedex

N° de tél. : [REDACTED] ou bien [REDACTED]

N° de télécopie : [REDACTED]

E-mail : [REDACTED]

Coordonnées de la personne à contacter afin de prendre les dispositions pratiques nécessaires à la remise de la personne : **Service des transfèrements de l'Administration Pénitentiaire** - Tél.: (00.33) 149.962.744  
Fax : (00.33) 142.710.653





MINISTRE DE L'AUTORITÉ JUDICIAIRE D'ÉMISSION (PROCUREUR GÉNÉRAL OU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE), OU DE SON  
REPRÉSENTANT

NOM :

[REDACTED]

[REDACTED]



FONCTION (TITRE) **Premier Vice Procureur**  
**Parquet inter-régional spécialisé dans la lutte contre la criminalité organisée et la grande délinquance**  
économique et financière

DATE: LE 22 JANVIER 2013

CACHET OFFICIEL (S'IL EST DISPONIBLE)